



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

Personne publique :

**CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER
ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT DE L'EST HERAULT ET DU SUD AVEYRON**

**CENTRE ADMINISTRATIF A. BENECH
191, Avenue du Doyen Gaston Giraud
34295 MONTPELLIER CEDEX 5**

N° Affaire : 25A0027

Objet de la consultation :

**PRESTATION DE MISE EN PROPRETE DES VITRERIES FACADIERES ET TRAVAUX SPECIAUX
D'ACCES DIFFICILE POUR LE CHU DE MONTPELLIER ETABLISSEMENT SUPPORT DU GHT EHSA**

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

La procédure de consultation utilisée est la suivante :
Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique

SOMMAIRE

ARTICLE 1 -	OBJET ET DUREE DU MARCHE PUBLIC -----	4
1 - 1 -	OBJET -----	4
1 - 2 -	DECOMPOSITION DU MARCHE PUBLIC -----	5
1 - 3 -	FORME ET DUREE -----	5
1 - 4 -	SOUS-TRAITANCE -----	6
1 - 5 -	EVOLUTION TECHNOLOGIQUE, TECHNIQUE, REGLEMENTAIRE OU LEGISLATIVE (CLAUSE DE REEXAMEN) -----	6
1 - 6 -	PORTAIL D'APPROVISIONNEMENT ELECTRONIQUE (PAD) -----	7
ARTICLE 2 -	LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE (LAICITE ET NEUTRALITE) -----	7
2 - 1 -	RESPECT DES PRINCIPES PAR LE TITULAIRE -----	7
2 - 2 -	RESPECT DES PRINCIPES PAR LES SOUS-TRAITANTS -----	7
2 - 3 -	MODALITES DE SIGNALEMENT DES MANQUEMENTS AUX PRINCIPES D'EGALITE, DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE ET MISE EN PLACE DE MESURES PALLIATIVES -----	7
2.4	SUIVI DES MESURES PREVENTIVES -----	8
ARTICLE 3 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS -----	8
ARTICLE 4 -	MODALITES D'EXECUTION -----	9
4 - 1 -	MARCHE ORDINAIRE -----	9
4 - 2 -	ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE -----	9
4 - 3 -	ORDRES DE SERVICE -----	10
4 - 4 -	EXECUTION COMPLEMENTAIRE (CLAUSE DE REEXAMEN) -----	10
4 - 5 -	REEXAMEN DU MARCHE PUBLIC -----	10
ARTICLE 5 -	OPERATIONS DE VERIFICATIONS-DECISIONS APRES VERIFICATIONS -----	11
5 - 1 -	VERIFICATIONS SIMPLES -----	11
5 - 2 -	VERIFICATIONS APPROFONDIES -----	12
5 - 3 -	DECISIONS DE L'ACHETEUR OU DE LA PERSONNE QUALIFIEE DE L'ETABLISSEMENT PARTIE DU GHT -----	12
ARTICLE 6 -	OBLIGATIONS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE -----	12
ARTICLE 7 -	GARANTIE -----	12
ARTICLE 8 -	RETENUE DE GARANTIE -----	12
ARTICLE 9 -	MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX -----	12
9 - 1 -	REPARTITION DES PAIEMENTS -----	12
9 - 2 -	CONTENU DES PRIX -----	12
9 - 3 -	PRIX DE REGLEMENTS -----	13
9 - 4 -	TRANCHES OPTIONNELLES (CLAUSE DE REEXAMEN) -----	14
ARTICLE 10 -	AVANCE -----	14
ARTICLE 11 -	ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS -----	14
ARTICLE 12 -	PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA FACTURE -----	14
12 - 1 -	MODE DE REGLEMENT -----	14
12 - 2 -	PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT -----	14
12 - 3 -	INTERETS MORATOIRES -----	16
ARTICLE 13 -	CLAUSE DE PRIX PROMOTIONNEL (CLAUSE DE REEXAMEN) -----	16
ARTICLE 14 -	RISTOURNE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES (CLAUSE DE REEXAMEN) -----	16
ARTICLE 15 -	CLAUSES TECHNIQUES -----	16
ARTICLE 16 -	RECUPERATION DES DONNEES -----	17
16 - 1 -	SUIVI DU MARCHE AU NIVEAU DU GHT -----	17
16 - 2 -	DONNEES NECESSAIRES A L'EXECUTION D'UNE MISSION DE SERVICE PUBLIC -----	17
16 - 3 -	DONNEES RELATIVES A L'ORIGINE DES PRODUITS -----	17

ARTICLE 17 -	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	17
ARTICLE 18 -	PENALITES	17
18 - 2 -	PENALITES POUR AUTRES LITIGES D'EXECUTION	18
18 - 3 -	PENALITES RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	19
18 - 4 -	PENALITES APPLICABLES EN CAS DE DETACHEMENT DE SALARIES ETRANGERS	19
18 - 5 -	PENALITES APPLICABLES EN CAS DE NON TRANSMISSION DE LA LISTE NOMINATIVE DES SALARIES SOUMIS A AUTORISATION DE TRAVAIL	19
18 - 6 -	PENALITES RELATIVES AU NON-RESPECT DES DELAIS DE TRANSMISSION DES DONNEES DE SUIVI DU MARCHE AU NIVEAU DU GHT	19
18 - 7 -	PENALITES POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE	20
18 - 8 -	PENALITES POUR NON-RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE	20
18 - 9 -	PENALITES POUR NON-RESPECT DU REGLEMENT INTERIEUR DU CHU DE MONTPELLIER	20
ARTICLE 19 -	INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION	20
ARTICLE 20 -	LITIGES ET DIFFERENDS	21
20 - 1 -	DIFFERENDS	21
20 - 2 -	ATTRIBUTION DE COMPETENCE	21
ARTICLE 21 -	RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT	21
21 - 1 -	RESILIATION	21
21 - 2 -	EXECUTION PAR DEFAULT	22
ARTICLE 22 -	SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE	22
ARTICLE 23 -	IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES	22
23 - 1 -	OBLIGATION D'INFORMATION	22
23 - 2 -	MODALITES DE POURSUITE DU MARCHE (CLAUSE DE REEXAMEN)	22
23 - 3 -	LA SUSPENSION DU MARCHE	23
23 - 4 -	RECEVABILITE D'UNE DEMANDE D'INDEMNISATION EN CAS DE POURSUITE DU MARCHE	23
23 - 5 -	PROLONGATION DU MARCHE	24
ARTICLE 24 -	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	24
24 - 1 -	TRANSMISSION DES DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DE L'ABSENCE DE MOTIFS D'EXCLUSION	24
24 - 2 -	MODIFICATION DES DONNEES ADMINISTRATIVES (CLAUSE DE REEXAMEN)	24
24 - 3 -	QUALITE DES FOURNITURES	25
24 - 4 -	DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	25
24 - 5 -	RESPECT DU REGLEMENT INTERIEUR DU CHU DE MONTPELLIER	25
ARTICLE 25 -	DEMATERIALISATION DE L'EXECUTION DES MARCHES	25
ARTICLE 26 -	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX	25

1 - 1 - Objet

Afin de leur permettre de mettre en place une stratégie de prise en charge publique commune et graduée du patient dans le but d'assurer une égalité d'accès à des soins sécurisés et de qualité, les établissements parties se constituent en un groupement Hospitalier de territoire.

En application de l'article L 6132-3-3° du code la santé publique (CSP), une convention constitutive a été signé le 30 juin 2016. Elle désigne le Centre Hospitalier universitaire de Montpellier comme établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Ce GHT est composé des 10 établissements suivants :

- | | |
|---|--|
| -CHU de Montpellier, | -CH de Lunel, |
| -Hôpitaux du bassin de Thau, | -CH de Millau, |
| -CH de Clermont l'Hérault, | -EHPAD les Terrasses des Causses de Millau |
| -CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-bains, | -CH Emile Borel de Saint Affrique, |
| -CH de Lodève, | -CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron. |

Ainsi, cette convention confie au CHU de Montpellier la fonction d'assurer pour le compte des autres membres la passation du marché ainsi que certaines missions liées à l'exécution (décision de reconduction, décision de révision des prix, conclusion de modifications de marché public, décision de résiliation).

Toutes les autres missions de la phase d'exécution des marchés relèvent de chaque établissement partie au GHT. L'exécution du marché couvre son régime financier (le recours, le cas échéant, à la sous-traitance, la gestion et l'émission des commandes passées au titre des marchés, la vérification du service fait, le règlement, le versement d'avances et d'acomptes, la liquidation et le mandatement des factures, ...).

De ce fait, dans cette consultation, le terme CHU de Montpellier désigne l'établissement support du Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) « Est Hérault et Sud Aveyron ».

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations ci-dessous désignées :

**PRESTATION DE MISE EN PROPRETE DES VITRERIES FACADIERES
ET TRAVAUX SPECIAUX D'ACCES DIFFICILE**

Pour les établissements suivants :

- | | |
|---|---|
| - CHU de Montpellier | - CH de Lunel |
| - Hôpitaux du Bassin de Thau | - CH de Millau |
| - CH de Clermont l'Hérault | - EHPAD Les Terrasses des Causses de Millau |
| - CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-Bains | - CH Emile Borel de Saint-Affrique |
| - CH de Lodève | - CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron |

Ce périmètre est susceptible d'évoluer avec les adhésions des autres établissements membres du GHT ou d'établissements qui intégreraient le GHT postérieurement à la notification du marché.

L'Administration se réserve la possibilité de commander, à titre accessoire (dans la limite de 10% du montant maximum du marché) et, dans le cadre de l'accord-cadre à bons de commande, des produits de même nature, similaires ou associés.

1 - 2 - Décomposition du marché public

1.2 - 1 - Tranches

Sans objet

1.2 - 2 - Lots

La consultation est à lot unique :

Composé de 3 composantes :

- **Composante 1** : Prestations périodiques d'entretien des vitres façadières pour le CHU de Montpellier.
- **Composante 2** : Prestations ponctuelles d'entretien des vitres façadières pour les établissements du GHT suivants :
 - CHU de Montpellier,
 - CH de Clermont l'Hérault,
 - CH de Lodève,
 - CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron.
- **Composante 3** : Prestations ponctuelles de travaux spéciaux d'accès difficile pour les établissements du GHT suivants :
 - CHU de Montpellier,
 - Hôpitaux du Bassin de Thau,
 - CH de Clermont l'Hérault,
 - CH Paul Coste-Floret de Lamalou-les-bains,
 - CH de Lodève,
 - CH de Lunel,
 - CH de Millau,
 - EHPAD les Terrasses des Causses de Millau,
 - CH Emile Borel de Saint Affrique,
 - CH Maurice Fenaille de Séverac d'Aveyron.

Montants maximum : 1 300 000 € HT

- *La dévolution en lots séparés risque de compliquer la gestion et la coordination.*
- *La dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations.*
- *La dévolution en lots séparés risque d'entraîner un coût plus élevé pour l'exécution des prestations.*

1.2 - 3 - Phases

Sans objet

1 - 3 - Forme et durée

La consultation aboutira à un accord cadre à bons de commande avec montant maximum de 1 300 000 € HT conformément aux articles L.2125-1 1°, R.2162-1 et 2, R.2162-4 à 6 et R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

L'accord cadre à bons de commande sera conclu pour une durée de 1 an à compter du **01/01/2026 ou de la date de sa notification** si elle est postérieure.

La date prévisionnelle de commencement des prestations est fixée au 01/01/2026.

Clause de réexamen :

L'accord cadre à bons de commande sera reconduit annuellement de manière tacite par l'acheteur dans la limite totale de 4 ans (période ferme comprise). En cas de non reconduction, le titulaire du marché ou de l'accord cadre à bons de commande sera informé 2 mois avant la date prévue pour la reconduction.

1 - 4 - Sous-traitance

Le titulaire d'un marché public de services ou de fournitures nécessitant des travaux de pose ou d'installation ou comportant des prestations de service de services est habilité à sous - traiter l'exécution de certaines parties de son marché public, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations égales ou supérieures à 600 € TTC.

Le sous-traitant devra obligatoirement être accepté et ses conditions de paiement agréées par la personne publique.

L'acceptation de la demande d'agrément d'un sous-traitant et des conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché public. Pour ce faire, le titulaire doit fournir, dûment complété, le formulaire "Déclaration de sous-traitance" (ou formulaire DC4 en vigueur). Il renseignera notamment le cadre I relatif aux capacités du sous-traitant et joindra en annexe les capacités économiques et financières et/ou les capacités professionnelles et techniques du sous-traitant.

En outre, le titulaire du marché doit transmettre les attestations qui justifient que le sous-traitant ne relève pas d'un motif d'exclusion de la procédure de passation du marché.

Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, l'acheteur notifiera l'acte spécial au seul titulaire du marché.

1 - 5 - Evolution technologique, technique, réglementaire ou législative (clause de réexamen)

1.5 - 1 - Evolution technologique ou technique

En cas d'évolution technologique, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses en cours d'exécution du marché public, le titulaire aura la possibilité, après accord du Centre Hospitalier Universitaire de Montpellier de modifier ou remplacer les fournitures ou services objets du marché public par des fournitures ou services plus performants ou adaptés aux besoins, sans supplément de prix.

En cas d'évolution technologique majeure, d'évolution des techniques médicales, de soins ou d'analyses, l'administration se réserve le droit de résilier le marché public sans indemnité, après un préavis de trois mois, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS.

1.5 - 2 - Evolution réglementaire ou législative

Le marché public est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si à la suite d'une modification de la réglementation en vigueur, d'une décision administrative ou des autorités publiques, ou jurisprudentielle, la modification des prestations du titulaire, affectant même de façon mineure l'exécution du marché public, que ce soit sur un plan technique et/ou financier et/ou sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail s'avérerait nécessaire, celui-ci s'engage à l'accepter dans le cadre et sous les contraintes et obligations du marché public.

L'acheteur pourra modifier le marché public afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation, en application des articles L. 2194-1 1^{er} et R. 2194-1 du code de la commande publique. En cas de refus de la part du titulaire, le marché public sera résilié sans indemnisation.

Ce changement fera l'objet de modifications de marchés publics.

1 - 6 - Portail d'approvisionnement électronique (PAD)

Sans objet

ARTICLE 2 - LE RESPECT DES PRINCIPES DE LA REPUBLIQUE (LAICITE ET NEUTRALITE)

2 - 1 - Respect des principes par le titulaire

Le présent marché confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent marché, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses tant en arborant des signes ou tenues manifestant ostensiblement de telles appartenances ou convictions, qu'en se livrant à des comportements révélant ces appartenances ou convictions. Ils s'abstiennent également de faire état d'opinions de nature politique ou religieuse dans le cadre des contacts directs ou indirects avec les usagers ou les tiers, et ne peuvent notamment se livrer à des actes de provocation ou de prosélytisme ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service et de l'Etablissement ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

2 - 2 - Respect des principes par les sous-traitants

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent marché respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses sous-traitants.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur à sa demande chacun des contrats de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public.

2 - 3 - Modalités de signalement des manquements aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité et mise en place de mesures palliatives

Le titulaire informe sans délai l'acheteur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance.

2.4 Suivi des mesures préventives

Les mesures préventives et correctives destinées à assurer l'application des principes de laïcité et de neutralité font l'objet d'un suivi par le titulaire en lien avec les services de l'acheteur en charge de l'exécution du contrat. Ce suivi prend notamment la forme :

- De comptes rendus annuels du titulaire listant les actions préventives et correctives visant à remédier à un manquement aux principes de laïcité et de neutralité qui ont été mises en place dans l'année (indicateurs ayant de mesurer le degré de prise en compte des problématiques liées à la laïcité dans l'exécution du service public : actions préventives menées, nombre de manquements signalés dans l'année, actions correctives à court terme, à long terme, bilan de ces actions, etc.) ;
- De rapports établis par le titulaire et transmis à l'acheteur à chaque manquement au principe. Ces derniers devront mettre en avant le manquement et la mesure corrective mise en place
- Le cas échéant, de réunions organisées entre l'acheteur et le titulaire, qui peuvent avoir pour objet de définir de mesures préventives ou correctives et/ou les modalités de suivi de ces mesures ;
- D'inspections ponctuelles sur pièces et sur place à l'initiative de l'acheteur.

Le suivi de l'exécution des clauses relatives au respect des principes de laïcité et de neutralité est assuré par l'acheteur qui est destinataire de ces documents.

Le titulaire lui adresse également toute question relative à l'application de ces principes

ARTICLE 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché public est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante, par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :

- ✓ Annexe 1 : Bordereau de prix complété
 - **25A0027 - Annexe 1 à l'AE - BPU**
- ✓ Annexe 2 : « Liste des ordonnateurs et comptables assignataires du GHT »
 - **25A0027 - Annexe 2 à l'AE - Liste comptables assignataires**
- ✓ « Décision du pouvoir adjudicateur »

- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi et ses annexes

- ✓ Annexe 1 : Liste des adresses des établissements du GHT
 - **25A0027 - Annexe 1 - CCAP - Coordonnées GHT**
- ✓ Annexe 2 : « Obligations réglementaires en matière de détachement de salariés étrangers »
 - **25A0027 - Annexe 2 - CCAP - Détachement de salariés étrangers**
- ✓ Annexe 3 : Développement durable
 - **25A0027 - Annexe 3 - CCAP - Développement durable**

- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi

- ✓ Annexe 1 : Présentation et plan de masse - CHU
 - **25A0027 - Annexe 1 - CCTP - Présentation et plan de masse - CHU**
- ✓ Annexe 2 : Prestations à réaliser - Plans et photos
 - **25A0027 - Annexe 2 - CCTP - Prestations à réaliser - Plans et photos**
- ✓ Annexe 3 : Cadre de réponse et ses annexes
 - **25A0027 - Annexe 3 - CCTP - Cadre de réponse**

- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG)** applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (arrêté du 30 mars 2021) non joint
- **Le règlement intérieur** du CHU de Montpellier (non joint mais consultable à l'adresse suivante : <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>)
- **Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs**, postérieurs à la notification du marché public;
- **L'offre technique du candidat** composée **uniquement du cadre de réponse** (annexe 3 du CCTP) complété par le candidat.
- **Le plan de prévention des entreprises extérieures** en cas :
 - d'intervention sur site de plus de 400 heures, sur une période inférieure ou égale à 12 mois, que les travaux soient continus ou discontinus, pour l'ensemble des intervenants de l'entreprise titulaire ou de ses sous-traitants,
- **L'attestation sur l'honneur - sanctions Russes** complétée et signée.
 - **25A0027 - Attestation sur l'honneur - sanctions Russes**

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS, seul l'acte d'engagement et ses annexes font l'objet d'une notification au titulaire.

NOTA : Tout document interne à la société non listé dans la liste des pièces contractuelles (tel que les conditions générales de ventes par exemple) est réputé nul en ce qu'il contrevient aux dispositions ci-dessus. Tout ajout d'éléments contraires aux dispositions de ces dernières au sein d'un de ces documents est interdit et pourra entraîner le rejet de l'offre pour irrégularité

ARTICLE 4 - MODALITES D'EXECUTION

4 - 1 - Marché ordinaire

Sans objet

4 - 2 - Accord-cadre à bons de commande

4.2 - 1 - Modalités de passation des commandes

Les commandes sont faites au fur et à mesure de la survenance des besoins par le moyen de bons de commande délivrés par les directions compétentes de chaque établissement qui comporteront :

- la référence à l'accord-cadre à bons de commande ;
- la désignation du service ;
- la quantité commandée ;
- le prix d'engagement correspondant au prix de l'accord-cadre à bons de commande ;
- le lieu et la date (ou délai) de livraison ;
- l'adresse de facturation.

La personne habilitée à rédiger et signer les bons de commande est le représentant du pouvoir adjudicateur de l'établissement support ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Il est rappelé que le formalisme et le circuit des bons de commande sont fixés par le pouvoir adjudicateur. Leur respect est indispensable au paiement de la facture.

Il est précisé que, pour des raisons de cyber sécurité notamment, aucune commande ne pourra être engagée ni payée sur le site internet du fournisseur et que toute dérogation à ce point empêchera le paiement des

factures.

Le fournisseur ne pourra pas imposer un circuit ou un formalisme particulier et ne pourra pas refuser de livrer pour ces motifs sous peine de l'application des pénalités prévues à l'article 18-2 du présent CCAP.

4.2 - 2 - Durée d'exécution des bons de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande et pourront s'exécuter au plus tard dans un délai de 3 mois après le dernier jour de validité de l'accord-cadre à bons de commande.

4 - 3 - Ordres de service

Par dérogation à l'article 2 du CCAG FCS, les décisions relatives aux modalités d'exécution du marché public ne sont pas prises sous la forme d'ordre de service.

4 - 4 - Exécution complémentaire (clause de réexamen)

Sans objet

4 - 5 - Réexamen du marché public

4.5 - 1 - Intégration de nouveaux membres GHT

En cours d'exécution, le nombre d'établissements prévus au marché peut évoluer, par voie de modification du marché public, par l'adhésion d'établissements qui intégreraient le GHT postérieurement à la notification du marché.

4.5 - 2 - Evolutions du périmètre du marché public

4.5.2 - 1 Modification du périmètre du marché

Le périmètre fixé au CCTP, ses annexes et dans l'annexe 1 à l'acte d'engagement - BPU est susceptible d'évoluer à la baisse ou à la hausse en cours de marché public.
Cette évolution fera l'objet d'une modification de marchés publics.

4.5.2 - 2 Modification calendrier d'exécution

Le calendrier d'exécution est susceptible de varier durant l'exécution du marché public.
Le nouveau calendrier/phasage sera notifié au titulaire par l'acheteur.

4.5 - 3 - Besoins occasionnels (accords-cadres à bons de commande)

Pour les besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur peut s'adresser à un prestataire autre que le ou les titulaires du marché, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas 1 % du montant maximum du marché, ni le montant de 10 000 euros HT.

4.5 - 4 - Cession de marché ou modification de la composition du groupement (clause de réexamen)

En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire. En dehors des cas de cession de marché public, à la suite d'une opération de restructuration du titulaire (Articles L. 2194-1 et R. 2194-6 2° du code de la commande publique), le

changement du titulaire en cours de marché public est autorisé pour d'autres cas de cession tels la défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) ou le décès du titulaire.

De même, en cas de groupement, en dehors des cas de restructuration de société, la composition du groupement pourra être modifiée dans les cas suivants :

- Cas de défaillance (redressement ou liquidation judiciaire) d'un cotraitant,
- Cas de décès d'un cotraitant,
- Cas d'impossibilité pour un cotraitant d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait,
- Cas de départ d'un cotraitant suite à un empêchement personnel qui ne lui permet pas de continuer à exécuter le marché.

Le départ d'un des membres du groupement pourra être autorisé par l'Acheteur dans les conditions suivantes :

- Le cotraitant devra prévenir l'acheteur de sa volonté de quitter le groupement par lettre motivée avec accusé de réception ;
- L'ensemble des membres du groupement doit autoriser le départ par écrit
- Le mandataire du groupement doit être en capacité de se substituer à ce cotraitant, ou, en l'absence de cette capacité de sous-traiter la part du cotraitant à une entreprise disposant des mêmes capacités.

L'acheteur se prononce dans les 30 jours sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation. Le nouveau groupement doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché initial.

Ces changements feront l'objet de modifications de marchés publics.
Dans tous les cas, le Titulaire respectera ses engagements contractuels.

En cas de refus de la part de l'acheteur le marché sera résilié de plein droit sans indemnités.

4.5 - 5 - Remplacement de la personne nommément désignée pour exécuter les prestations

Application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG FCS

4.5 - 6 - Réévaluation du montant de l'accord-cadre à bons de commande

Sans objet

ARTICLE 5 - OPERATIONS DE VERIFICATIONS-DECISIONS APRES VERIFICATIONS

Par dérogation à l'article 27.3 du C.C.A.G-FCS, l'acheteur n'avise pas automatiquement le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications. Néanmoins, le titulaire peut prendre contact avec l'acheteur pour connaître les jours et heures fixés pour les vérifications afin d'y assister ou de s'y faire représenter.

5 - 1 - Vérifications simples

Ces opérations de vérification sont effectuées lors de la livraison des fournitures ou de la mise en service dans les conditions prévues à l'article 28.1 du CCAG FCS.

Elles consistent à vérifier la qualité des fournitures ou prestations de services.

Elles consistent également à vérifier la conformité entre la quantité définie au marché public ou sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison ainsi que celle effectivement livrée.

En cas de non-conformité, la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT notifie sa décision sur le champ : le titulaire doit reprendre l'excédent ou compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira où effectuer une nouvelle livraison de la fourniture ou de la prestation de service jugée de mauvaise qualité.

5 - 2 - Vérifications approfondies

Ces opérations de vérification quantitatives et qualitatives sont effectuées lors de la mise en route dans les conditions prévues à l'article 23.2 du CCAG. Elles consistent à vérifier la conformité des prestations effectués avec les spécifications du marché public ou de la commande.

Pendant la durée du marché, des opérations de contrôle seront effectuées dans les conditions prévues au CCTP, article 6.5 du CCTP.

5 - 3 - Décisions de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG FCS par l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

ARTICLE 6 - OBLIGATIONS EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT DURABLE

Se reporter à l'annexe développement durable (25A0027 - CCAP - Annexe 3 - Développement durable).

ARTICLE 7 - GARANTIE

Sans objet

ARTICLE 8 - RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

ARTICLE 9 - MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX

9 - 1 - Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique éventuellement ce qui doit être réglé respectivement au fournisseur et à ses cotraitants.

En cas de sous-traitance le montant des sommes à payer au sous-traitant est indiqué dans le formulaire de déclaration de sous-traitance.

9 - 2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents aux mesures de protection sanitaire, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions de droits et taxes frappant obligatoirement la prestation intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt des offres, le prix TTC serait modifié en conséquence, le prix hors taxe restant en tout état de cause inchangé.

- Le marché public est traité à **prix unitaires hors taxe**.
- Les prix unitaires du bordereau de prix seront appliqués aux **quantités réellement exécutées**.

- Pour les prestations à la composante 2 et 3, le candidat a la possibilité d'indiquer **un forfait de déplacement** pour les établissements du GHT. À défaut, il sera réputé que le candidat **n'applique pas de frais de déplacement**.
- Il ne peut être facturé **aucun frais supplémentaire** correspondant à des minimas de commande, que ce soit en quantité et/ou en valeur.

9 - 3 - Prix de règlements

Le marché public est conclu à prix révisables (clause de réexamen),

- Prix révisés par application d'une formule paramétrique :

Les prix des prestations sont révisables à la date anniversaire de la notification du marché public selon la formule paramétrique suivante :

$$P = PO \times \left(0.15 + 0.85 \times \left(\frac{\text{Index propreté f}}{\text{Index propreté o}} \right) \right)$$

P = Représente le prix révisé,

Po = Représente le prix initial – à la notification du marché.

Index propreté f = Valeur finale de l'index à la date de la demande de révision.

Index propreté o = Valeur de l'index au mois de la date limite de remise des offres.

Les valeurs de l'index propreté sont celles qui sont publiées sur le site suivant : index-proprete.fr

La révision s'appliquera à la hausse comme à la baisse sur la base du dernier indice connu et définitif. Aucune révision sur la base d'indice provisoire ne sera acceptée.

Clause de préavis

Le titulaire du marché public s'engage à notifier à l'administration contractante, par tous moyens permettant de déterminer la date avec précision (accusé de réception postal ou électronique), ses nouveaux prix (**présenté dans le bordereau de prix en format Excel**), révisés comme indiqué ci-dessus, avec un préavis de 3 mois minimum avant la date prévue pour la révision. L'acheteur accepte cette révision par une lettre d'acceptation.

Clause de sauvegarde

La collectivité se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché public à la date du changement de prix, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de 3 % l'an.

En cas d'arrêt d'une série chronologique d'indices

3 cas :

Cas 1 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et propose un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le nouvel indice est alors calculé par application de la formule suivante :

Valeur du nouvel indice à la date t : $VPT \times C$

Dans laquelle :

VPT représente la valeur définitive à la date t de la série poursuivante ;

C représente la valeur du coefficient de raccordement fourni, avec le nombre de décimales fournies

Cas 2 :

Soit le site propose une nouvelle série chronologique, appelée série poursuivante et ne propose pas un coefficient de raccordement C avec l'ancienne :

Le coefficient de raccordement C, est alors calculé selon la formule suivante :

$$C = V_a / V_p$$

Dans laquelle :

V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V_p représente la valeur de la série poursuivante à la même date.

Cas 3 :

Soit le site ne propose pas de série poursuivante :

La série arrêtée est poursuivie par une nouvelle série choisie en accord entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur avec application d'un coefficient de raccordement C calculé selon la formule suivante :

$$C = V_a / V_p$$

Dans laquelle :

V_a représente la dernière valeur de la série arrêtée ;

V_p représente la valeur de la nouvelle série à la même date.

La nouvelle série fera l'objet d'une modification de marché public

9 - 4 - Tranches optionnelles (clause de réexamen)

Sans objet

ARTICLE 10 - AVANCE

En application de l'article 11.1 du CCAG FCS, Le titulaire et son sous-traitant admis au paiement direct bénéficient d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le marché respecte les conditions mentionnées à l'article R.2191-3.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R.2191-10 est fixé à 20%.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %

Les modalités de versement de l'avance sont les suivantes :

Pour les accords-cadres à bons de commande :

- Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT, et dont la durée d'exécution est supérieure à 2 mois. L'avance sera versée dans un délai de 50 jours maximum à compter de l'envoi du bon de commande.

ARTICLE 11 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS

Les acomptes et paiements partiels définitifs seront versés au titulaire dans les conditions prévues aux articles L 2191-4 et R 2191-20 à 29 du code de la commande publique

ARTICLE 12 - PAIEMENT-ETABLISSEMENT DE LA FACTURE

12 - 1 - Mode de règlement

Le délai global de paiement ne pourra excéder 50 jours selon les dispositions de l'article R2192-11 du code de la commande publique.

12 - 2 - Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué en application des règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS et selon les modalités définies ci-dessous.

1/ Facture électronique



Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique l'utilisation du portail public de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail.



Le dépôt de la facture électronique est obligatoire pour tous les fournisseurs de la sphère publique via la plateforme Chorus Pro.

2/ Dépôt de la facture électronique



La facturation électronique devra passer obligatoirement par le portail gratuit de facturation officiel de l'Etat « Chorus Pro » (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>).

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation selon des modalités techniques, fixées par arrêté, garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur (par un numéro d'identité) et du destinataire de la facture ;
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture;
- La désignation du payeur avec l'indication du code d'identification du service en charge du paiement :
 - TRHOT pour le CHU
- La date d'exécution des services;
- La quantité et la dénomination précise des prestations;
- Le prix unitaire hors taxes des prestations, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture
- Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Lors du dépôt de la facture sur le portail CHORUS PRO, un code service pourra éventuellement être exigé par le CHU.

Lorsqu'une facture lui est transmise en dehors de ce portail, la personne publique destinataire ne peut la rejeter qu'après avoir informé l'émetteur par tout moyen de l'obligation mentionnée à l'article L. 2192-1 et l'avoir invité à s'y conformer en utilisant ce portail, en application de l'article R.2192-3 du Code de la Commande Publique.

Ce courrier d'information vaudra suspension du délai de paiement.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de l'exécution du service.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne ou dans un pays hors Union Européenne sans avoir d'établissement en France, celui-ci facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Clause de réexamen

Il est précisé que les présentations des demandes de paiement peuvent être modifiées en cours d'exécution de marché public en ce qui concerne :

- Les mentions obligatoires

Le titulaire sera informé de ces modifications par l'acheteur par courrier

Modalité des factures :

Les factures électroniques devront être présentées, et porter les indications suivantes :

- Le numéro d'accord-cadre à bons de commande affecté,
- Le numéro du bon de commande et la date,
- Le numéro du bon d'intervention et la date,
- La définition de la prestation effectuée, en qualité, et en quantité, main d'œuvre, fournitures et forfaits éventuels (déplacement...),
- Les prix unitaires H.T. bruts, les prix unitaires H.T. nets après application d'une remise éventuellement consentie avec indication de celle-ci.

Les factures électroniques devront être accompagnées du double du bon d'intervention.

12 - 3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus par le code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, en application des dispositions de l'article L.2192-13 du code de la commande publique :

- Des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement à compter du jour suivant le dépassement du délai.
- Il donne également lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire.

Conformément à l'article R.2192-31 du code de la commande publique :

le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage,

Conformément à l'article D2192-35 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'élève à 40 euros.

Les intérêts moratoires (calculés sur le montant du principal toutes taxes comprises) et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 13 - CLAUSE DE PRIX PROMOTIONNEL (CLAUSE DE REEXAMEN)

Sans objet

ARTICLE 14 - RISTOURNE SUR CHIFFRE D'AFFAIRES (CLAUSE DE REEXAMEN)

Sans objet

ARTICLE 15 - CLAUSES TECHNIQUES

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

ARTICLE 16 - RECUPERATION DES DONNEES

16 - 1 - Suivi du marché au niveau du GHT

Le titulaire s'engage à mettre en place un suivi du marché au niveau du GHT et à le transmettre au CHU de Montpellier Etablissement Support du GHT de L'EST Hérault et du Sud Aveyron. Cet état de reporting est à fournir chaque année, dans un délai de 1 mois après la date anniversaire du marché.

Il est à fournir à :

Mr. Vincent CLAIR : vincent.clair@chu-montpellier.fr

Il indiquera :

- Le numéro de marché, et les composantes
- Le nom de l'établissement bénéficiaire du marché,
- Les quantités des prestations fournies par établissement
- Leur valorisation (Montant facturé en euros HT et TTC par établissements)
- Date de début et date de fin de période de reporting pour caractériser la période concernée par la ligne de donnée.

Cet état devra également être produit par le titulaire à la demande du CHU de Montpellier sous un délai de 15 jours à partir de la demande formulée par mail.

16 - 2 - Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public

Sans objet

16 - 3 - Données relatives à l'origine des produits

Sans objet

ARTICLE 17 - DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents.

La monnaie de comptes du marché public est l'euro(s). Le prix libellé en euro(s) restera inchangé en cas de variation de change.

Tous les documents, factures, modes d'emploi doivent être rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

ARTICLE 18 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses engagements contractuels peut donner lieu à pénalité. Toutes les pénalités prévues au marché pourront être appliquées au titulaire sans mise en demeure préalable.

Les différentes pénalités pouvant être appliquées sont énumérées ci-dessous. Toutes ces pénalités sont cumulables.

Le titulaire s'engage à intégrer dans sa facture mensuelle **en moins-values les montants des pénalités** qui lui sont signifiés par le représentant de l'établissement.

Si le montant des pénalités dépasse le montant de la facture présentée par le titulaire un titre spécifique sera émis pour le paiement des pénalités.

L'établissement peut en outre réclamer au titulaire les sommes correspondant aux frais engagés pour pallier les défaillances du titulaire, notamment en cas de non-réalisation d'une prestation prévue par le CCTP (et ses annexes) ou dans le cadre de réponse (et ses annexes) du titulaire.

18 - 1 - Pénalités d'exécution du marché

RAISONS DE L'APPLICATION DES PÉNALITÉS	MONTANTS DES PÉNALITÉS
Pendant la durée du marché	
Prestation réalisée et non satisfaisante	150 € par cas constaté avec remise en état à planifier avec les services compétents
Prestation non exécutée	500 € par zone constaté.
Absence d'action correctrice suite aux mails de l'établissement membre	150 € HT / jour de retard
Absence du personnel d'encadrement qualifié	200 € par cas constaté
Non-respect des conditions vestimentaires des agents de propreté ou Absence de tenue ou Tenue non identifiée	250 € par cas constaté
Perte ou détérioration d'une clé , d'un passe ou badge	Coût de remplacement et de l'organigramme complet
Oubli de clefs sur la porte, porte non fermée à clef	250 € par cas constaté
Non-respect des engagements du titulaire à son cadre de réponse (définition matériel, produit, outils de contrôle, qualification du personnel. ...)	750 € par cas constaté
Non-respect du planning des prestations	150 € par semaine de retard
Dans le cadre de prestations ponctuelles, non-respect des consignes données par la personne en charge au sein de l'établissement adhérent (horaires d'intervention, organisation de la prestation...)	500 € par cas constaté
Non-signalement par le titulaire ou son personnel des dommages causés aux installations et équipements de l'établissement membre	500 € par cas constaté
Mauvais comportement des agents sur le site (qui nuit au bon fonctionnement ou au calme des services)	500 € par cas constaté
Refus d'élaborer et/ou de signer le plan de prévention des risques	500 € par cas constaté
Intervention en dehors des heures contractuelles	100 € par cas constaté

18 - 2 - Pénalités pour autres litiges d'exécution

En cas de litiges d'ordre administratif récurrents lors de l'exécution du marché telle que la non-conformité des factures (sauf stipulation spécifique concernant l'envoi des factures dématérialisées) ou des bons de livraison, une pénalité forfaitaire de 20 euros par document non conforme pourra être appliquée.

18 - 3 - Pénalités relatives à la sous-traitance

18.3 - 1 - Pénalités relatives à l'absence de déclaration d'un sous-traitant

Toute sous-traitance occulte sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1 500 euros sur simple constat de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Une mise en demeure de régularisation de la situation du sous-traitant sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception sera adressée à l'entreprise titulaire par l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT. Celle-ci encourt en sus une pénalité de 1500 euros par jour calendaire de non régularisation, à compter de la date de la mise en demeure.

L'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT interdira l'accès à l'établissement au sous-traitant non déclaré dans l'attente de la régularisation.

La résiliation du marché public aux torts du titulaire du marché public sera prononcée en cas d'absence de régularisation dans le délai fixé par l'acheteur.

18.3 - 2 - Pénalités relatives à l'absence de communication du contrat de sous-traitance

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, du contrat de sous-traitance et de ses modifications éventuelles à l'acheteur, expose l'entrepreneur, par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG FCS, à une pénalité journalière de 1 500 euros. Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG FCS.

18 - 4 - Pénalités applicables en cas de détachement de salariés étrangers

18.4 - 1 - Pénalités relatives la déclaration de détachement

L'absence de déclaration de détachement de salariés étrangers sera sanctionnée par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

Le défaut de communication, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de l'accusé de réception de la déclaration de détachement, expose l'entrepreneur à une pénalité journalière de 1 500 euros.

Passé le délai d'un mois, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG FCS.

18.4 - 2 - Pénalités relatives au non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers

Tout manquement aux obligations en matière de détachement de salariés étrangers sera sanctionné par l'application d'une pénalité de 1500 euros sur simple constat de l'acheteur ou de la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT.

18 - 5 - Pénalités applicables en cas de non transmission de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail

Le défaut de communication, à la notification du marché ou, en cours d'exécution, dans les 15 jours à compter de la demande de l'acheteur ou la personne qualifiée de l'établissement partie du GHT, de la liste nominative des salariés soumis à autorisation de travail telle que mentionnée à l'article 25 du présent CCP expose le titulaire à une pénalité journalière de 1 500 euros.

18 - 6 - Pénalités relatives au non-respect des délais de transmission des données de suivi du marché au niveau du GHT

Dans le cas où le Titulaire ne respecte pas les dates de reporting prévues à l'article 16.1 du CCP, une pénalité de retard de 150 euros sera appliquée sans mise en demeure préalable. Une semaine s'entend du lundi au vendredi. Toute semaine entamée est due.

18 - 7 - Pénalités pour non-respect des obligations en matière de développement durable

Se reporter à l'annexe « Développement durable »

18 - 8 - Pénalités pour non-respect des principes de la République

En cas de méconnaissance au cours de l'exécution du contrat des obligations de respect des principes d'égalité, de neutralité et de laïcité, l'acheteur/l'autorité concédant prononce à l'issue d'une procédure contradictoire :

- une pénalité forfaitaire d'un montant de **100 euros** par manquement constaté à l'encontre du titulaire en cas de manquement établi de tout personnel placé sous son autorité, ainsi que de tout personnel placé sous l'autorité de l'un de ses sous-traitants, aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité, et notamment à l'interdiction de manifester ses opinions politiques ou religieuses, à l'obligation de traiter de façon égale toutes les personnes, et au respect de la liberté de conscience et de la dignité de toutes les personnes.
- une pénalité forfaitaire de **150 euros** à l'encontre du titulaire par jour d'absence d'action correctrice à la suite d'un manquement aux principes d'égalité, neutralité et de laïcité constaté au cours de l'exécution du contrat. Cette pénalité s'applique par jour à compter du constat de la carence du titulaire à mettre en œuvre les actions correctrices prévues au contrat
- une pénalité forfaitaire de **50 euros** à l'encontre du titulaire pour toute absence à une réunion avec l'acheteur/autorité concédant portant sur la définition de mesures préventives ou correctrices sur l'égalité, la neutralité et la laïcité ou portant sur le suivi de ces mesures.

Ces pénalités peuvent être cumulées le cas échéant.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

En cas de 3 manquements ou d'un manquement d'une particulière gravité, le titulaire s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 41 du CCAG FCS.

Ces sanctions contractuelles sont sans préjudice des sanctions pénales qui seraient prononcées suite à une plainte émanant d'un usager ou d'un tiers et visant la société titulaire ou l'un de ses préposés en lien avec des faits de discrimination tels que définis par les articles 225-1 et suivants du code pénal.

18 - 9 - Pénalités pour non-respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

En cas de violation du règlement intérieur du CHUM, le titulaire se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 500 euros par manquements constatés.

ARTICLE 19 - INFORMATIONS TECHNIQUES - FORMATION

Le titulaire assurera la formation régulière du personnel du présent accord-cadre à bons de commande, lorsque cela s'avèrera nécessaire.

ARTICLE 20 - LITIGES ET DIFFERENDS

20 - 1 - Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché conformément à l'article 46 du CCAG FCS.

20 - 2 - Attribution de compétence

En cas d'échec de la démarche amiable, seul le tribunal administratif compétent en application de l'article R.312-11 du code de justice administrative modifié pourra être saisi.

Les litiges portant sur des actions civiles relatives à la propriété littéraire et artistique relevant de l'article L. 331-1 du code de la propriété intellectuelle sont portés devant la juridiction judiciaire compétente.

ARTICLE 21 - RESILIATION ET EXECUTION PAR DEFAULT

21 - 1 - Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public en application des dispositions des articles 38 à 43 du CCAG-FCS.

Le marché public doit être exécuté de manière correcte, avec diligence et de bonne foi. Lorsque le titulaire ne respecte pas ce principe, il engage sa responsabilité et encourt une résiliation du marché public à ses torts. Les services compétents du CHU sont habilités pour constater négligences, manœuvres et mauvaise exécution par tout moyen. Ils en avisent l'acheteur qui décide de mettre le titulaire en demeure de se justifier et prononce, le cas échéant, la résiliation du marché public sans indemnités.

La résiliation sera prononcée aux torts du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS ainsi qu'en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du code du travail permettant d'attester que le titulaire répond à ses obligations relatives au travail dissimulé.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG FCS, l'acheteur peut également résilier sans indemnité, le marché public pour tout motif d'intérêt général, et notamment en cas de passation d'un nouveau contrat plus adapté à l'évolution des besoins du service public hospitalier et à des conditions financières moins onéreuses (achats groupés).

L'acheteur peut également résilier le marché public pour événements liés au marché public (difficulté d'exécution du marché public, rejet des fournitures, dépassement du seuil des pénalités, non-conformité aux normes, non-respect des obligations en matière de détachement de salariés étrangers...).

Si, lorsque survient un événement extérieur aux parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du contrat notamment d'ordre sanitaire ou climatique, le titulaire est dans l'impossibilité totale d'exécuter le contrat, l'acheteur pourra prendre une décision de résiliation en vertu de l'article L.2195-2 du Code de la commande publique. Dans ce cadre, le titulaire sera indemnisé sur justification des dépenses engagées directement imputables à l'exécution des prestations non réalisées ou annulée du fait de cet événement. L'indemnité ne couvrira pas le manque à gagner.

Conformément aux dispositions de l'article 43.5 du CCAG FCS, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire sera faite au plus tard deux mois après la date d'effet de la résiliation du marché.

Cependant, lorsque le marché est résilié aux frais et risques du titulaire, par dérogation à l'article 43.5 du CCAG FCS, le décompte de résiliation ne sera notifié au titulaire qu'après règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations objet du présent marché. Dans ce cas, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, dans le respect de la réglementation en vigueur.

Le défaut de notification du décompte de résiliation dans ce délai constitue un différend au sens de l'article 46.1 du CCAG FCS.

21 - 2 - Exécution par défaut

L'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché public, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché public prononcée aux torts du titulaire, conformément à l'article 45.1 du CCAG-FCS.

ARTICLE 22 - SAUVEGARDE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au CHU. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché public.

En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, l'Acheteur adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

En cas de liquidation judiciaire, l'Acheteur adresse au liquidateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché public, dans les conditions de l'article L.641-11-1 du code de commerce.

En cas de réponse négative, la résiliation du marché public est prononcée.

La résiliation prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 23 - IMPREVISION ET CIRCONSTANCES IMPREVISIBLES

Incidence d'une circonstance imprévisible et extérieure aux parties sur la poursuite du contrat

23 - 1 - Obligation d'information

En cas de circonstances imprévisibles telles que mentionnées à l'article 24 du CCAG FCS rencontrées en cours d'exécution du marché, le titulaire doit informer l'acheteur dans les plus brefs délais des difficultés qu'il rencontre et qui sont liées à ces circonstances.

Le titulaire doit exposer par écrit l'impact des circonstances sur sa capacité à remplir ses obligations et s'engage à fournir les justificatifs démontrant que les difficultés qu'il rencontre sont strictement liées à ces circonstances.

23 - 2 - Modalités de poursuite du marché (clause de réexamen)

Afin de tenir compte des difficultés liées à cette circonstance imprévisible, les parties pourront convenir par voie de modification de marchés des modalités d'adaptation d'exécution du marché aux conditions économiques et techniques des matériaux, matières premières et de l'énergie strictement nécessaires pour faire face aux circonstances imprévisibles.

Ces modifications pourront porter, par exemple, sur la substitution de matériaux, la modification de programme, la modification des délais d'exécution ou du phasage mais ne pourront en aucun cas aboutir à un changement de la nature globale du marché.

Aux fins de mise en œuvre du réexamen des conditions d'exécution technico-financières du marché, le titulaire devra, dans les plus brefs délais suivant la survenance de l'événement, transmettre un mémoire à

l'acheteur justifiant la hausse des prix et/ou les difficultés d'approvisionnement ainsi que l'impact économique sur sa marge nette bénéficiaire au regard de l'équilibre économique et initial du contrat.

Il est précisé que le réexamen du marché est circonscrit aux conséquences de la circonstance imprévisible et ne pourra être déclenché que si les conséquences de l'événement entraînent une hausse conséquente.

23 - 3 - La suspension du marché

Au regard du principe de continuité du service public de l'article L6 2° du Code de la commande publique, et en cas d'impossibilité temporaire d'exécuter le marché du fait de ces circonstances imprévisibles, l'acheteur peut décider de suspendre son exécution.

En application de l'article 24 du CCAG FCS, lorsque la suspension est demandée par le titulaire, l'acheteur se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

Dans un délai adapté aux circonstances et qui ne saurait excéder quinze jours à compter de la décision de suspension des prestations, les parties conviennent des modalités de constatation des prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du titulaire pendant la suspension.

Dans un délai raisonnable, les parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au marché.

Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

A défaut d'accord entre les parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des prestations dans les conditions prévues par le marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'article 46 du CCAG FCS.

Dans ce cadre, un marché de substitution pour la même prestation, auprès d'un autre fournisseur pourra être conclu pour la durée de l'impossibilité dans le respect des règles de la commande publique en vigueur au moment de cet événement. Le marché de substitution ne sera pas exécuté aux frais et risques du titulaire. Les conditions d'exécution du marché lors de la reprise et les modalités de paiement seront définies par modification de marché à la fin de la période d'empêchement.

23 - 4 - Recevabilité d'une demande d'indemnisation en cas de poursuite du marché

En cas de poursuite d'exécution du marché, le titulaire du marché pourrait solliciter une indemnisation sur le fondement de la théorie de l'imprévision qui ne sera possible que s'il est démontré que l'événement était imprévisible dans son ampleur et qu'il a provoqué un déficit d'exploitation tel que l'économie générale du contrat en soit bouleversée.

La hausse des coûts ou la baisse de sa rémunération doit dépasser la marge qu'il devait anticiper comme constituant un risque normal ainsi que les limites extrêmes des majorations ayant pu être envisagées par les parties lors de la passation du marché.

Etant entendu que la seule diminution de son profit ou un simple manque à gagner ne saurait faire l'objet d'une indemnisation et que l'indemnité accordée ne peut couvrir qu'une partie du déficit subi par le cocontractant de l'administration. Ce dernier doit en effet prendre à sa charge le coût de l'aléa économique « normal » inhérent à tout contrat. Il est rappelé que l'indemnisation ne doit pas avoir pour effet de faire supporter la totalité de la perte au pouvoir adjudicateur.

Dans le cadre de cette demande d'indemnisation, il appartient au titulaire d'apporter tous les justificatifs nécessaires permettant de caractériser un bouleversement de l'économie générale du marché du fait de la poursuite de l'exécution de son marché dans les conditions de l'offre initiale malgré les modalités d'adaptation éventuellement mises en œuvre en application de l'article précédent.

A ce titre, il devra notamment justifier de la différence entre son prix de revient et sa marge bénéficiaire au moment où il a remis son offre et au moment où l'événement survient, ainsi que de l'importance des charges extracontractuelles supportées du seul fait de l'événement imprévisible, et notamment la preuve que l'achat des matériaux concernés était bien postérieur à la période durant laquelle le prix de ces derniers a augmenté de façon imprévisible.

Le pouvoir adjudicateur analysera le bien-fondé de cette demande sur la base des justificatifs transmis et se réserve la possibilité de refuser cette demande si les éléments apportés ne sont pas suffisants pour justifier une indemnisation au regard de la réglementation en vigueur.

En tout état de cause, aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur et le titulaire ne peut refuser d'approvisionner les établissements au motif que les prix n'ont pas été modifiés ou que l'indemnisation n'a pas été acceptée.

23 - 5 - Prolongation du marché

Si le présent marché arrive à terme pendant la période de survenance de l'événement, il pourra être prolongé par voie de modification de marché, au-delà de la durée prévue au présent CCAP, lorsque l'organisation d'une procédure de mise en concurrence ne pourrait être mise en œuvre dans des conditions raisonnables. Cette prolongation peut s'étendre au-delà de la durée mentionnée à l'article [L. 2125-1](#) du code de la commande publique, dans la limite de 6 mois (accords cadre à bons de commande).

ARTICLE 24 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

24 - 1 - Transmission des documents justificatifs de l'absence de motifs d'exclusion

Conformément à l'article R 2143-8 du code de la commande publique, le titulaire devra fournir au CHU, tous les six mois et ce jusqu'à la fin du marché public, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du code du travail, ainsi que les pièces prévues aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5.

Le titulaire devra également fournir au CHU ces pièces pour son ou ses sous-traitants.

En application de l'article D8254-2 du code du travail, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2(2) employés par le titulaire du marché doit être transmise dès la notification du marché et à la demande du maître d'ouvrage pendant toute la durée du marché.

Cette liste doit préciser pour chaque salarié :

- 1° Sa date d'embauche ;
- 2° Sa nationalité ;
- 3° Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

24 - 2 - Modification des données administratives (clause de réexamen)

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché public à l'adresse suivante :

Direction des Achats et Approvisionnements
Secteur Achats Services Généraux
1 Place Jean Baumes
Centre Bellevue
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

Et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A sa raison sociale ou à sa dénomination par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné d'un extrait K BIS du registre de commerce et l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- A son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- A son compte de règlement bancaire, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP avec les codes BIC et IBAN du nouveau destinataire ;

- De façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché public notamment en cas de restructuration de l'entreprise. Dans ce dernier cas, si l'acheteur l'autorise, il modifiera le marché public.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation, après réception des documents nécessaires. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à régularisation.

24 - 3 - Qualité des fournitures

Les fournitures doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

24 - 4 - Discretion et confidentialité

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) et documents auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent contrat. A ce titre et conformément à l'article 5 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'éviter que des informations confidentielles ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par son personnel et préposés.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Ces obligations devront perdurer postérieurement à la fin de l'exécution du présent contrat.

La confidentialité ne s'appliquera pas aux informations et documents qui sont publics ou le sont devenus avant divulgation

24 - 5 - Respect du règlement intérieur du CHU de Montpellier

Il est rappelé que toute personne travaillant dans l'enceinte du CHU de Montpellier doit respecter le règlement intérieur dans son intégralité.

Ce dernier est consultable à l'adresse suivante <https://www.chu-montpellier.fr/fr/a-propos-du-chu/politique-detablissement/reglement-interieur>.

ARTICLE 25 - DEMATERIALISATION DE L'EXECUTION DES MARCHES

Le profil d'acheteur pourra être utilisé, pour tous les échanges qui interviendront pendant l'exécution ou pour la transmission de documents, comme par exemple les modifications.

Conformément à l'article 3.1.2 du CCAG FCS, lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur (plateforme Place), les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

ARTICLE 26 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

Dérogation à l'article 2 du CCAG FCS par l'article 4-3 du CCAP.

Dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG FCS par l'article 1.4 du CCAP.

Dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG FCS par l'article 18.3.2 du CCAP.

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article 3 du CCAP.

Dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG FCS par l'article 3 du CCAP.

Dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS par l'article 5 du CCAP.

Dérogation à l'article 38 du CCAG FCS par l'article 1.5.1 du CCAP

Dérogation à l'article 38 du CCAG FCS par l'article 21-1 du CCAP.